

## LA SITUATION EST JUGÉE PARTICULIÈRE PAR L'ONM

## L'ouest et le sud-ouest largement arrosés

*Les précipitations enregistrées sur la majeure partie du territoire national depuis le mois de septembre sont jugées importantes par les spécialistes de l'ONM. Ces derniers évoquent, toutefois, une situation particulière du fait que ces importantes pluies sont tombées en une courte période.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Cette période est singulière aussi au vu des précipitations qui atteignaient l'Algérie à partir du nord-ouest parvenaient ces derniers mois par l'ouest et le sud-ouest.

C'est cette situation assez exceptionnelle, explique le chargé de la communication de l'ONM, qui a engendré les importantes inondations dans les régions de la Saoura, du Mزاب et de la steppe, notamment.

Les quantités de pluies les plus importantes sont tombées dans ces régions, et ce, par rapport aux autres parties du territoire national et plus spécialement le nord et l'est du pays, qui connaissent ordinairement le plus de précipitations.

Cette situation a fait que l'ouest du pays, région pauvre en pluies, a été plus arrosé que l'est. La wilaya d'Oran, à titre d'exemple, a reçu plus de pluies que Annaba. De ce fait, si les chutes de pluies ont marqué le nord du pays, elles n'ont pas été plus importantes que l'année dernière.

A Alger, selon l'ONM, depuis le mois de septembre 246 millimètres de pluie sont tombées pour 420 mm l'année d'avant. A Oran, il y a eu 213 milli-

mètres pour 287 en 2007, Annaba 146 millimètres pour 246 et 143 mm à Mascara pour 159 tombés l'année passée.

Toutefois, des écarts importants sont constatés dans les quantités tombées dans le sud-ouest du pays ce qui explique on ne peut mieux le changement enregistré par les spécialistes concernant la provenance des précipitations.

«Il est à relever que ce sont des quantités appréciables tombées lors d'une courte période», explique le chargé de la communication de l'ONM.

A El-Bayadh, région qui a connu d'importantes inondations, il est tombé, en l'espace de 3 mois, 229 millimètres de pluie contre 75 mm en moyenne et 42 millimètres l'année passée.

Quant à Béchar, les quantités de pluie enregistrées durant les trois derniers mois ont atteint les 190 mm pour 24 mm tombés l'année passée et 31 mm en moyenne annuelle. Ghardaïa, qui a connu aussi des inondations dramatiques, a reçu 93 mm de pluies alors que pour l'année 2007 à la même période 10 mm de pluies seulement ont été enregistrés.

Par ailleurs, notre interlocuteur a indiqué que les quantités de pluie tombées



Photo: Samir Sid

sur le littoral ne concernent que le mois de novembre et non les trois mois.

Par ailleurs, les régions steppiques ont été énormément arrosées et les moyennes sont largement supérieures aux normales saisonnières.

L'Office national de la météorologie prévoit pour les régions nord des pluies marquées, la persistance des températures basses et des chutes de neige sur les reliefs de plus de 900 mètres pour les prochains jours. Pour l'est du pays, le temps nuageux se poursuivra.

Les vents seront d'ouest à sud-ouest modérés. Le sud du pays, plus spécialement les régions de Naâma, Béchar El-Bayadh, Djelfa, Ghardaïa et Laghouat sera caractérisé par un temps nuageux. Les

conditions climatiques qui règnent dans cette région depuis plusieurs semaines, sont toujours de mise puisqu'il est encore prévu d'importantes pluies orageuses qui évolueront vers les régions de Ouargla et El-Oued.

Sur ces régions, les vents seront de sud-ouest et modérés, selon l'ONM. Les températures varieront entre 14° à Oran, 16° à Alger, 18° à Béjaïa, 18° à Annaba, 12° à Chlef, 8° à Médéa et 16° à Tizi-Ouzou.

Pour ce qui est de ce week-end, les services de l'ONM annoncent une persistance des nuages sur le nord du pays avec des pluies résiduelles. Les passages nuageux seront aussi présents sur les régions du sud, notamment à Naâma, El-Bayadh et Illizi.

F.-Z. B.

## PÉTROLE

## Les prix en légère hausse hier

*Les cours du pétrole ont enregistré une légère hausse hier matin, confortés par une triple perspective.*

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, valait en fin de matinée 42,56 dollars, en hausse de 1,03 dollar par rapport à la clôture de mardi soir. A New York, le baril de light sweet crude (même échéance) s'échangeait à 43,23 dollars, gagnant 1,16 dollar. Les cours du pétrole se reprenaient quelque peu mercredi matin en raison d'un ensemble de facteurs légèrement haussiers, selon les analystes.

## Les stocks américains en baisse

«On s'attend à une baisse des stocks de distillats aux Etats-Unis aujourd'hui (mercredi).

Les prix profitent aussi d'un petit rebond des Bourses, et, par ailleurs, on commence à parler de ce que pourrait faire l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) la

semaine prochaine», résume un analyste. Le département américain de l'Energie (DoE) devait publier mercredi après-midi son rapport hebdomadaire. Les stocks de distillats, qui incluent le fioul de chauffage, devraient avoir diminué la semaine dernière, ce qui pourrait soutenir les prix.

Ces réserves auraient baissé de 1,4 million de barils (mb) la semaine achevée le 5 décembre, tandis que les réserves d'essence auraient perdu 500 000 barils. En revanche, les stocks de brut pourraient avoir progressé de 1 mb, ce qui pourrait limiter le rebond des cours.

## Des réductions de production en perspective

«Le marché pense que l'Opep pourrait réduire sa production de 1,5 million de barils la semaine prochaine, ce qui tire un peu les

cours vers le haut», a estimé un autre analyste. L'Opep, qui produit 40% du pétrole mondial, se réunira mercredi prochain à Oran.

Elle devrait procéder à une baisse «substantielle» afin de résorber les déséquilibres du marché. Les analystes tablent en moyenne sur une baisse de 2 millions de barils par jour (mbj). Par ailleurs, la Russie rendra publiques d'ici au 17 décembre des propositions de baisse de sa production de pétrole, selon le ministre de l'Energie Sergueï Chmatko, alors que le marché s'attend à la voir coordonner son action avec l'Opep pour faire remonter les cours du brut.

## Il reste 852 000 barils à réduire pour l'Opep

Or, la production de pétrole brut de l'Opep a déjà reculé de 880 000 barils par jour (bj) en novembre, ce qui laisse à l'organisation du chemin

pour atteindre le quota fixé lors de sa dernière réunion, selon une étude de la société d'information sur l'énergie Platts.

Les 13 membres de l'Opep ont pompé 31,38 millions de barils de pétrole brut par jour en novembre. En excluant l'Indonésie, qui va quitter l'Opep à la fin de l'année, et l'Irak, dispensé du système de quotas, la production des membres restants a diminué de 950 000 barils par jour à 28,16 millions. Il reste ainsi aux 11 autres pays de l'Opep un excédent d'offre de 852 000 bj à retirer des marchés s'ils veulent réduire la production à la limite de 27,308 millions de bj fixée lors de la réunion de Vienne le 24 octobre, selon l'étude.

L'organisation avait décidé d'une baisse de 1,5 million de bj, effective début novembre, face à la chute des prix du brut depuis leurs sommets atteints à la mi-juillet dernier.

C. B./Agences de presse

## CE MONDE QUI BOUGE

## La Grèce, une situation qui nous interpelle

Par Hassane Zerrouky

Ce qui se passe en Grèce nous interpelle. Ces émeutes, dont ce pays est le théâtre, peuvent se produire dans n'importe quel pays se croyant à l'abri de la crise financière internationale. Même en Algérie, où un certain discours économiste s'évertue à persuader les Algériens que leur pays est à l'abri des chocs financiers parce qu'il dispose de 142 milliards de dollars de réserves de change.

Sauf que — on n'en parle pas assez — plus de la moitié de ce montant est placée sur le marché financier américain, plus précisément investi en bons du Trésor, et nos experts s'abstiennent bien de répondre à la question de savoir si l'Etat algérien peut en disposer en cas d'urgence.

Dans une conjoncture socio-économique difficile, un banal incident peut être le détonateur d'une explosion sociale. Dans le cas de la Grèce, c'est la mort d'un jeune, Alexis Grigoropoulos, 15 ans, fils d'un banquier d'Athènes, scolarisé dans un établissement privé, tué par un policier, qui a mis le feu aux poudres à Athènes, la capitale, avant de se propager à toutes les villes du pays.

Certes, ces émeutes d'un caractère exceptionnel ont été exploitées par des milieux anarchistes. Mais contrairement à ce que rapportent une bonne partie des médias occidentaux, la mort de l'adolescent s'est produite dans un contexte de manifestations étudiantes exigeant la reconnaissance de leurs diplômes dans un pays connaissant un fort taux de chômage des jeunes.

Mais aussi dans un contexte de crise socio-économique d'une extrême gravité. Et de fait, si ces émeutes semblent a priori dirigées contre la police, elles le sont en fait contre un Etat mené par une classe politique incapable de faire face à la gravité de la crise économique-financière qui secoue le pays.

Maillon faible de l'Europe néo-libérale, la Grèce, dirigée par un gouvernement de centre-droit, ébloussé par des scandales financiers et immobiliers, la corruption, sur fond de grèves à répétition, connaît sa plus grave crise depuis la restauration de la démocratie en 1974.

Les politiques d'inspiration néo-libérale menées par le gouvernement du Premier ministre Costas Caramanlis avec l'aval de la Commission européenne et les marchés financiers internationaux — privatisations, réforme des retraites — se sont traduites par plus de chômage, notamment pour les jeunes, d'inégalités sociales, un système de protection sociale dégradé, et ont fini par provoquer un mécontentement social sans précédent.

Ce à quoi s'ajoute le risque d'affaiblissement de l'économie d'un pays dont la dette publique représente déjà 94,8% de son PIB, soit l'un des plus importants de l'UE et qui, de surcroît, est dépendante du tourisme et de la marine marchande.

Ainsi, en novembre dernier, dans l'urgence, le gouvernement grec a dû débloquer 28 milliards d'euros pour soutenir le système bancaire et financier au détriment d'une relance par les investissements, la consommation (augmenter le pouvoir d'achat), l'arrêt des privatisations, comme le demande l'opposition de gauche.

Dans ce pays démocratique où la majorité de centre-droit au pouvoir ne dispose que d'une voix d'avance au Parlement, des élections anticipées peuvent constituer une issue à la crise.

Mais dans un pays comme l'Algérie, dont l'économie dépend du seul pétrole, où le pouvoir politique fait comme si de rien n'était et continue d'ignorer la réalité d'une situation socialement dramatique pour le plus grand nombre, l'exemple grec, qui risque de se propager au reste de l'Europe, est à méditer. Ce pays, la Grèce, n'est pourtant pas très loin !

H. Z.

